

Mai 68 : ses causes et ses conséquences, photos et dates clés

Pourquoi Mai 68 a-t-elle eu lieu ? Cette période de manifestations des mois de mai-juin 1968 a changé le pays à travers la mobilisation massive des étudiants, puis des grèves générales. Photos, conséquences, dates clés...

En mai 1968, sous l'impulsion des étudiants parisiens, la France s'agite soudainement pendant un mois. Lassés d'une société autoritaire et paternaliste, les jeunes dénoncent pêle-mêle le capitalisme, l'austérité morale gaulliste, les arrestations de leurs camarades, tout en prônant la libération sexuelle et plus de droits pour la femme, le tout avec parfois le Petit Livre rouge à la main. D'abord désemparés par ces gauchistes qui couvrent les murs parisiens de slogans libertaires, travailleurs et syndicats prennent le relais en moins de quinze jours. La France est paralysée et le régime menacé. Le pays connaît en quelque sorte son dernier épisode insurrectionnel.

Le monde de la jeunesse en pleine ébullition

Au sein des grandes démocraties occidentales, mais aussi de certains pays de l'Est, l'année 1968 coïncide avec une effervescence de la jeunesse et des mouvements de contestation. Aux Etats-Unis, le mouvement hippie fait parler de lui, les étudiants manifestent contre la guerre du Vietnam, tandis que la lutte pour les droits civiques des noirs connaît des épisodes tragiques, notamment avec l'assassinat de Martin Luther King en avril 1968. L'Italie, l'Allemagne et dans une moindre mesure l'Angleterre connaissent des troubles étudiants parfois violents. **Pourquoi mai 68 ?**

Plus de vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'heure est donc à la contestation. A l'heure de la pilule contraceptive, la morale traditionnelle est contestée, comme le montrent aussi bien les apologies de l'amour libre dans les rues en mai 68, que l'ambiance détendue de Woodstock un an plus tard. Le modèle capitaliste et la consommation de masse concentrent également les attaques : tandis que les beatniks fondent des communautés sans argent, l'extrême gauche française, des maoïstes aux situationnistes, fustige la consommation et les Mass Medias. D'ailleurs, une partie de la jeunesse gauchiste européenne, et notamment française, voit dans la Révolution Culturelle chinoise un formidable encouragement à prendre le pouvoir contre les conservateurs et les réactionnaires.

De la crise universitaire à la crise sociale

Or, au sein des universités françaises, cette jeunesse est particulièrement active et avance sur un terrain favorable : au-delà d'une surcharge très problématique des universités, le

système éducatif peine à se réformer et à dépasser son modèle traditionnel. Nanterre, symbole de la croissance de la population estudiantine (elle fut créée en 1964 pour désengorger la Sorbonne), devient le foyer de cette agitation gauchiste. En 1968, il s'y crée le Mouvement du 22 mars, dont la revendication initiale était l'accès pour les étudiants aux bâtiments des étudiantes, mais qui prend des positions plus politiques après l'arrestation d'étudiants manifestant contre la guerre du Vietnam. Composé essentiellement d'anarchistes et mené par Daniel Cohn-Bendit, le mouvement occupe la salle du conseil de la faculté de lettres. Avec la multiplication des arrestations, le conflit tend vers un durcissement. Face à cette situation, l'académie décide de fermer la faculté de Nanterre le 2 mai 1968.

Le face-à-face avec les forces de l'ordre s'avère alors très tendu. Depuis le Moyen Âge, les forces de police ne pouvaient traditionnellement intervenir dans les universités. Or, cet interdit a déjà été rompu dans les mois précédents. L'évacuation de la faculté provoque le 3 mai des actions de solidarité à la Sorbonne. En quelques heures, les troubles gagnent le Quartier latin et tournent à l'émeute. Les forces de l'ordre sont sans concession : près de 600 personnes sont arrêtées. A l'appel de l'UNEF et de la SNESup, la grève est décrétée dans les universités parisiennes et le mouvement fait tâche d'huile en province. Quelques jours plus tard, **dans la nuit du 10 au 11 mai, les affrontements franchissent un nouveau cap : en une nuit, les barricades fleurissent tandis que l'on recense 1000 blessés.**

La répression policière joue contre le régime : en signe de protestation, les syndicats ouvriers provoquent une grève générale le 13 mai. Celle-ci s'accompagne d'une manifestation imposante dans les rues parisiennes puis de l'occupation des usines. La crise a pris une tournure sociale, mais aussi politique : les grands noms de l'opposition, tels que Pierre Mendès-France ou François Mitterrand, défilent en tête du cortège. Dans les jours qui suivent, les occupations d'entreprises se multiplient, paralysant le pays.

Résistant difficilement à une motion de censure déposée par le PCF et la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste), le gouvernement Pompidou garde le soutien du général de Gaulle. Après avoir affirmé "la réforme oui, la chienlit, non !" le 19 mai, celui-ci propose le 24 mai un référendum sur la participation et la réforme des universités, promettant de partir si le non l'emportait. Mais cette allocution n'a qu'un faible écho. Le pouvoir semble vaciller. De son côté, Georges Pompidou engage des négociations dès le 25 mai. Deux jours plus tard, il signe avec le patronat et les syndicats les accords de Grenelle : le SMIG est augmenté de 25% et les salaires de près de 10%, la durée de travail est réduite pour certains métiers et le droit syndical renforcé. Mais la base ne cède pas et manifeste le soir-même.

Mai 68 et le président : la fragile victoire du gaullisme

Après plus de dix jours de paralysie du pays, le mouvement risque pourtant l'essoufflement, d'autant plus qu'avec l'obtention des accords de Grenelle, il perd une part de légitimité aux yeux de la population. En effet, étudiants et ouvriers ont bénéficié du soutien indirect du reste des Français, ou tout du moins d'une certaine sympathie face à un pouvoir vieillissant et à une société verrouillée. Mais, après les accords syndicaux, la situation prend une tournure véritablement politique. La rue et l'opposition attendent que le général se retire.

Le 29 mai, De Gaulle disparaît soudainement, sans même prévenir son Premier ministre. Il s'est envolé en Allemagne, dans la base militaire française de Baden-Baden. Pendant qu'il s'entretient avec le général Massu, certainement pour s'assurer du soutien de l'armée, la France ressent avec angoisse la possibilité d'une vacance du pouvoir. Revenu, il prononce le lendemain vers 16 heures une allocution courte mais ferme : il dissout l'Assemblée nationale, mais il ne se retire pas. Refusant de céder, il demande aux Français de lui exprimer leur soutien et leur attachement au régime. A 17h30, une grande manifestation débute à Paris, rivalisant de par son ampleur avec celle du 13 mai.

Les législatives sont fixées aux 23 et 30 juin. Poursuivant sur le registre du risque de chaos politique et de la menace communiste, De Gaulle débaptise son parti pour lui donner le nom d'Union pour la défense de la République. La sympathie de l'opinion pour les manifestants a tourné à la lassitude et à l'angoisse. Les Français expriment alors dans les urnes leur attachement au régime et à leur président : l'UDR sort renforcée et obtient une majorité écrasante. Les événements de Mai 68 sont terminés.

De fait, cette victoire de De Gaulle est de courte durée. Dès le 10 juillet, il remplace Pompidou à la tête du gouvernement par Couve de Murville, lui reprochant indirectement son efficacité lors des Accords de Grenelle. Soucieux de renforcer la légitimité de son pouvoir, De Gaulle propose l'année suivante une réforme sur le statut du Sénat et sur la régionalisation. Optant pour le référendum, il fait de ce scrutin un véritable plébiscite : si son projet est rejeté, il quittera la tête du pays. Le 27 avril 1969, le non l'emporte avec 52% des suffrages. De Gaulle assume alors ses engagements et se retire.

Du côté des pertes humaines, les événements de mai 68 ont causé la mort de sept personnes, le chiffre le plus probable, toutes survenues après la date du 24 mai. Plusieurs ont été tués par balles lors de dérapages des forces de l'ordre. Selon Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur nommé le 31 mai 1968, les affrontements de mai 68 avec les CRS ont par ailleurs fait **environ 2 000 blessés, dont 200 graves**. La Cinquième République garde longtemps en mémoire les événements de mai 68, perçus comme le catalyseur de mutations profondes de la société française. Si le pouvoir sort temporairement renforcé par les législatives de 1968, De Gaulle est amené à partir un an plus tard. Quant aux ouvriers, ils ont obtenu des résultats probants lors des accords de Grenelle. Les étudiants,

à l'origine du mouvement, obtiennent une réforme de l'université. En réalité, leur action a fait sauter de nombreux verrous et entrer la France dans la voie de la modernisation. En effet, des idées et engagements émergent : lutte pour les droits des femmes, modification des valeurs morales, sociales et politiques dominantes. **Une société nouvelle éclot.** Parmi les changements qu'elle apporte dans les années suivantes, on retient par exemple la libéralisation puis le démantèlement de l'ORTF en 1974, la loi sur l'IVG en 1975, la libéralisation du régime ou encore l'influence décroissante de l'Eglise chrétienne.